CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 73.542/4
du 3 juillet 2023

sur

une proposition de loi ‘modifiant l’arrêté royal du 17 aout 2007 portant création du Comité d’audit de l’Administration fédérale (CAAF) en ce qui concerne la portée de la mission du Comité’

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 73.542/4
van 3 juli 2023

over

een wetsvoorstel ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 17 augustus 2007 tot oprichting van het Auditcomité van de Federale Overheid (ACFO) wat betreft de draagwijdte van de opdracht van het Comité’

‡LW-AHHXNCDAA-HDFECMR‡

Le 28 avril 2023, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Présidente de la Chambre des représentants à communiquer un avis dans un délai de trente jours, sur une proposition de loi 'modifiant l'arrêté royal du 17 aout 2007 portant création du Comité d'audit de l'Administration fédérale (CAAF) en ce qui concerne la portée de la mission du Comité', déposée par M. Sander LOONES et consorts (*Doc. parl.*, Chambre, 2021-2022, n° 55-2623/001) et sur les amendements, déposés par M. Sander LOONES (*Doc. parl.*, Chambre, 2022-2023, n° 55-2623/002).

La proposition a été examinée par la quatrième chambre le 3 juillet 2023. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Marianne DONY, assesseurs, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Anne VAGMAN, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 3 juillet 2023.

*

Op 28 april 2023 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Voorzitster van de Kamer van volksvertegenwoordigers verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een wetsvoorstel 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 17 augustus 2007 tot oprichting van het Auditcomité van de Federale Overheid (ACFO) wat betreft de draagwijdte van de opdracht van het Comité', ingediend door de heer Sander LOONES c.s. (*Parl.St.*, Kamer, 2021-2022, nr. 55-2623/001) en over amendementen, ingediend door de heer Sander LOONES (*Parl.St.*, Kamer, 2022-2023, nr. 55-2623/002).

Het voorstel is door de vierde kamer onderzocht op 3 juli 2023. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Marianne DONY, assessoren, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne VAGMAN, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 3 juli 2023.

*

‡LW-AHHXNCDAA-HDFECMR‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de la proposition ‡, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, la proposition appelle les observations suivantes.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. La proposition a pour objet d'étendre le champ d'application de l'arrêté royal du 17 aout 2007 'portant création du Comité d'audit de l'Administration fédérale (CAAF)' aux institutions soumises à la loi du 22 mai 2003 'portant organisation du budget et de la comptabilité de l'État fédéral' et qui ne disposent pas d'un service d'audit interne.

Selon les auteurs de la proposition, l'intention est de faire écho à une recommandation formulée par la Cour des Comptes dans son 178ème cahier [1], que, dans ses développements, elle énonce en ces termes :

> « Dans son 175e Cahier, la Cour avait recommandé d'élargir le périmètre d'audit du FAI pour exécuter l'obligation d'organiser un service d'audit interne pour tous les organismes soumis à la loi du 22 mai 2003. En effet, cette loi prévoit l'institution d'un service d'audit interne au sein de toutes les entités de l'administration générale.
>
> […]
>
> Le premier ministre, la ministre de la Fonction publique et la secrétaire d'État au Budget se sont engagés dans leur réponse à élargir le périmètre du FAI et du CAAF au regard de la loi du 22 mai 2003.
>
> Les arrêtés royaux portant création du FAI de 2016, relatif au système de contrôle interne de 2007 et portant création du CAAF de 2007 sont en cours de modification pour intégrer l'Agence fédérale de la dette et le Bureau fédéral du plan. Plusieurs institutions fédérales restent toutefois sans service d'audit interne et ne respectent donc pas l'obligation légale.
>
> […]
>
> La Cour réitère donc sa recommandation d'élargir le périmètre d'action du FAI et du CAAF, en particulier aux organismes soumis à la loi du 22 mai 2003 qui ne possèdent pas encore un service d'audit interne ».

Les amendements nos 2 à 4 à l'examen ont pour objet d'apporter des modifications similaires aux articles 1er, 8 et 11, de l'arrêté royal du 15 mai 2022 'relatif à la maîtrise de l'organisation au sein de certains services du pouvoir exécutif fédéral, et modifiant les arrêtés royaux du 4 mai 2016 portant création du service fédéral d'audit interne et du 17 aout 2007 portant création du Comité d'audit de l'Administration fédérale'.

‡ S'agissant d'une proposition de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

[1] Cour des comptes, 178e Cahier – Partie III : compte général 2020 de l'administration générale de l'État fédéral, Rapport transmis à la Chambre des représentants, Bruxelles, octobre 2021, pp. 154-155.

‡LW-AHHXNCDAA-HDFECMR‡

2. En premier lieu, les auteurs de la proposition et des amendements s'assureront que, compte tenu des modifications apportées par les articles 8 et 11 de l'arrêté royal du 15 mai 2022 aux articles 1er des arrêtés royaux du 17 aout 2007 et du 4 mai 2016 'portant création du Service fédéral d'audit interne', il subsiste encore des institutions fédérales dépourvues de service d'audit interne au sens de l'article 31 de la loi du 22 mai 2003, telle que cette situation était pointée par la Cour des comptes dans son 178ème cahier.

À défaut d'un tel constat, la loi proposée et les amendements s'avéreraient inutiles.

3. Sous réserve de ce qui précède, il y a lieu de relever que la loi du 22 mai 2003 s'applique tant à des services de l'administration générale qu'à des administrations dotées d'une autonomie de gestion mais sans personnalité juridique, ainsi qu'à des organismes d'administration publique dotés de la personnalité juridique et à des entreprises à caractère commercial, industriel ou financier, dotées d'un régime d'autonomie mais sans personnalité juridique [2].

Quant aux arrêtés royaux du 17 aout 2007, du 4 mai 2016 et du 15 mai 2022 dont la modification est envisagée, ils trouvent tous leur fondement juridique :

– dans les articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution, dans la mesure où ils ont vocation à s'appliquer à des services de l'administration générale, et,

– dans les dispositions pertinentes des lois particulières qui créent et organisent respectivement les institutions concernées, dans la mesure où ils ont vocation à s'appliquer à aux organismes d'intérêts publics qu'ils visent [3].

Dans son avis n° 42.767/4 donné sur le projet devenu l'arrêté royal du 17 aout 2007, la section de législation a rappelé que pour ce qui concerne les services de l'administration générale, les articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution confèrent au Roi le pouvoir de régler l'organisation de ces services et que, tant la jurisprudence que la doctrine déduisent de ces dispositions constitutionnelles que la création et l'organisation des services de l'administration générale sont de la compétence exclusive du Roi. Le législateur est donc sans compétence pour intervenir à l'égard de ces services.

Il s'en déduit que la proposition et les amendements à l'examen ne sont admissibles que dans la mesure où ils visent des institutions qui ne relèvent pas de la compétence du Roi au sens des dispositions constitutionnelles précitées.

Par conséquent, les modifications envisagées ne peuvent porter que sur « les institutions soumises à la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'État fédéral, qui ne disposent pas d'un service d'audit interne et qui en outre, ne constituent pas des services visés par les articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution ».

[2] Voir l'article 2 de la loi du 22 mai 2003.

[3] Voir également l'avis n° 58.829/4 donné le 3 mars 2016 sur un projet devenu l'arrêté royal du 4 mai 2016 et l'avis n° 71.091/4 donné le 21 mars 2022 sur un projet devenu l'arrêté royal 15 mai 2022.

‡LW-AHHXNCDAA-HDFECMR‡

La proposition de loi et les amendements à l'examen seront revus pour le prévoir expressément.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Article 2 et amendements nos 3 et 4

Les amendements nos 3 et 4 ont pour objectif de modifier les articles 8 et 11 de l'arrêté royal du 15 mai 2022.

Or, ces articles 8 et 11 sont des dispositions modificatives dont l'objet est de modifier respectivement l'article 1er, § 1er, de l'arrêté royal du 17 aout 2007 et l'article 1er de l'arrêté royal du 4 mai 2016.

Ces dispositions modificatives sont entrées en vigueur le 1er juillet 2022, conformément à l'article 17, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 15 mai 2022 [4].

Elles ont donc épuisé leur effet à cette date.

Leur modification est dès lors sans objet.

Les seules dispositions qui, le cas échéant, doivent être modifiées, sont :

1° l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 17 aout 2007, remplacé par l'arrêté royal du 15 mai 2022 ;

2° l'article 1er de l'arrêté royal du 4 mai 2016, remplacé par l'arrêté royal du 15 mai 2022 ;

3° l'article 1er de l'arrêté royal du 15 mai 2022.

Par conséquent,

1° l'intitulé de la loi proposée devrait être rédigé comme suit :

« Loi modifiant l'arrêté royal du 17 aout 2007 portant création du Comité d'audit de l'Administration fédérale (CAAF), l'arrêté royal du 4 mai 2016 portant création du Service fédéral d'audit interne, et l'arrêté royal du 15 mai 2022 relatif à la maîtrise de l'organisation au sein de certains services du pouvoir exécutif fédéral, et modifiant les arrêtés royaux du 4 mai 2016 portant création du service fédéral d'audit interne et du 17 aout 2007 portant création du Comité d'audit de l'Administration fédérale ».

[4] Cet article 17, alinéa 1er, dispose :
« Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit un délai de dix jours à compter du jour suivant sa publication au *Moniteur Belge* ».
L'arrêté royal du 15 mai 2022 a été publié au *Moniteur belge* le 17 juin 2022.

‡LW-AHHXNCDAA-HDFECMR‡

2° l'article 2 de la proposition sera revu pour mentionner « l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 17 aout 2007 portant création du Comité d'audit de l'Administration fédérale (CAAF), remplacé par l'arrêté royal du 15 mai 2022 » et non « l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 17 aout 2007 portant création du Comité d'audit de l'Administration fédérale (CAAF), modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 15 novembre 2021 » ;

3° l'article 2/1, tel qu'il résulte de l'amendement n° 3, sera omis ;

4° l'article 2/2, tel qu'il résulte de l'amendement n° 4, concernera la modification de l'article 1er de l'arrêté royal du 4 mai 2016, remplacé par l'arrêté royal du 15 mai 2022, et non celle de l'article 11 de l'arrêté royal du 15 mai 2022.

Article 3

Dès lors que les institutions auxquelles le champ d'application de l'arrêté royal du 17 aout 2007 est étendu, ne peuvent être que des institutions soumises à la loi du 22 mai 2003, qui ne disposent pas d'un service d'audit interne et qui en outre, ne constituent pas des services visés par les articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution, la section de législation n'aperçoit pas quelle pourrait être l'utilité de l'habilitation contenue à l'article 3 de la proposition, en tant qu'elle vise le 9°, en projet, tel qu'il figure à l'article 2 de la proposition.

Article 4 et amendement n° 5

L'article 4, alinéa 2, de la proposition, datée du 3 mars 2022, fixe la date d'entrée en vigueur de la loi le 1er janvier 2023. Quant aux amendements, ils sont datés du 29 mars 2023 et l'amendement n° 5 prévoit l'entrée en vigueur de la loi le 1er juin 2023, tout en habilitant le Roi à « fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à la date mentionnée à l'alinéa 1er par arrêté délibéré en Conseil des ministres ».

Il ne parait pas que l'intention des auteurs de la proposition et des amendements soit de procurer un effet rétroactif aux dispositions proposées. Au demeurant, la section de législation n'aperçoit pas comment, compte tenu de son objet, la loi proposée, telle qu'amendée le cas échéant, pourrait concrètement être mise en œuvre avec un effet rétroactif.

Il conviendra dès lors de modifier le régime d'entrée en vigueur de la loi proposée en manière telle qu'aucun effet rétroactif ne puisse lui être conféré.

*

‡LW-AHHXNCDAA-HDFECMR‡

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorstel,‡ de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorstel aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Het voorstel strekt ertoe de werkingssfeer van het koninklijk besluit van 17 augustus 2007 'tot oprichting van het Auditcomité voor de Federale Overheid (ACFO)' uit te breiden tot de instellingen die onderworpen zijn aan de wet van 22 mei 2003 'houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat' en die niet over een interne-auditdienst beschikken.

Volgens de indieners van het voorstel is het de bedoeling gevolg te geven aan een aanbeveling van het Rekenhof in zijn 178e boek maakt,[1] en die in de toelichting als volgt wordt weergegeven:

> "In zijn 175e Boek had het Rekenhof aanbevolen de auditperimeter van de FIA uit te breiden met het oog op de uitvoering van de verplichting om een interne-auditdienst te organiseren voor alle instellingen die binnen het actiedomein vallen van de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat. Die wet bepaalt immers dat een interne-auditdienst actief is binnen alle entiteiten van het algemeen bestuur.
>
> (…)
>
> De eerste minister, de minister van Ambtenarenzaken en de staatssecretaris van Begroting hebben zich er in hun antwoord toe verbonden de perimeter van de FIA en het ACFO uit te breiden in het licht van de wet van 22 mei 2003.
>
> De koninklijke besluiten van 2016 tot oprichting van de FIA, van 2007 betreffende het interne controlesysteem en van 2007 betreffende het ACFO255 worden momenteel gewijzigd om het Federaal Agentschap van de Schuld en het Federaal Planbureau te integreren. Verscheidene federale instellingen blijven echter nog steeds zonder interne-auditdienst, en leven dus de wettelijke verplichting niet na. (…) Het Rekenhof herhaalt dus zijn aanbeveling om de actieperimeter van de FIA en van het ACFO uit te breiden, in het bijzonder tot de instellingen die zijn onderworpen aan de wet van 22 mei 2003 en die nog niet beschikken over een interne-auditdienst."

‡ Aangezien het om een wetsvoorstel gaat, wordt onder "rechtsgrond" de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

[1] Rekenhof, 178e Boek - Deel III: algemene rekening 2020 van het algemeen bestuur van de federale Staat, Verslag aan de Kamer van Volksvertegenwoordigers, Brussel, oktober 2021, 160-161.

‡LW-AHHXNCDAA-HDFECMR‡

De voorliggende amendementen nrs. 2 tot 4 strekken ertoe soortgelijke wijzigingen aan te brengen in de artikelen 1, 8 en 11 van het koninklijk besluit van 15 mei 2022 'betreffende de organisatiebeheersing binnen sommige diensten van de federale uitvoerende macht, en tot wijziging van de koninklijk besluiten van 4 mei 2016 tot oprichting van de Federale Interneauditdienst en van 17 augustus 2007 tot oprichting van het Auditcomité van de Federale Overheid'.

2. In de eerste plaats moeten de indieners van het voorstel en van de amendementen zich ervan vergewissen of, gelet op de wijzigingen die bij de artikelen 8 en 11 van het koninklijk besluit van 15 mei 2022 zijn aangebracht respectievelijk in artikel 1 van het koninklijk besluit van 17 augustus 2007, er nog federale instellingen zijn die niet over een interne-auditdienst beschikken in de zin van artikel 31 van de wet van 22 mei 2003, met andere woorden of er nog sprake is van de situatie waarop het Rekenhof in zijn 178e boek heeft gewezen.

Mocht dat laatste niet het geval zijn, dan zijn de voorgestelde wet en de amendementen zinloos.

3. Onder voorbehoud van het bovenstaande dient erop te worden gewezen dat de wet van 22 mei 2003 van toepassing is zowel op diensten van het algemeen bestuur als op administraties met beheersautonomie maar zonder rechtspersoonlijkheid, alsook op overheidsinstellingen met rechtspersoonlijkheid en op ondernemingen met een handels-, industrieel of financieel karakter, met een vorm van autonomie maar zonder rechtspersoonlijkheid.[2]

De koninklijke besluiten van 17 augustus 2007, 4 mei 2016 en 15 mei 2022, die gewijzigd zouden worden, ontlenen alle drie hun rechtsgrond:

- aan de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet, voor zover ze bedoeld zijn om van toepassing te zijn op diensten van het algemeen bestuur;

- aan de relevante bepalingen van de bijzondere wetten houdende oprichting en organisatie van de betrokken instellingen, voor zover ze bedoeld zijn om van toepassing te zijn op de instellingen van algemeen nut die daarin worden genoemd.[3]

[2] Zie artikel 2 van de wet van 22 mei 2003.

[3] Zie ook advies 58.829/4 van 3 maart 2016 over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 4 mei 2016 en advies 71.091/4 van 21 maart 2022 over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 15 mei 2022.

‡LW-AHHXNCDAA-HDFECMR‡

De afdeling Wetgeving heeft in haar advies 42.767/4, over het ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 17 augustus 2007, in herinnering gebracht dat, wat de diensten van het algemeen bestuur betreft, de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet de Koning de bevoegdheid verlenen om de organisatie van die diensten te regelen, en dat, zowel in de rechtspraak als in de rechtsleer, uit de voormelde grondwetsbepalingen wordt afgeleid dat het oprichten en organiseren van de diensten van het algemeen bestuur uitsluitend zaak van de Koning is. De wetgever is dan ook niet bevoegd om ten aanzien van die diensten op te treden.

Daaruit volgt dat het voorliggende voorstel en de voorliggende amendementen maar aanvaardbaar zijn in zoverre ze instellingen beogen die niet onder de bevoegdheid van de Koning vallen in de zin van de voornoemde grondwetsbepalingen.

De voorgenomen wijzigingen kunnen dus maar betrekking hebben op "de instellingen die onderworpen zijn aan de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat, die niet over een interne-auditdienst beschikken en die bovendien geen diensten zijn als bedoeld in de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet".

Het voorliggende voorstel van wet en de voorliggende amendementen moeten worden herzien zodat dat uitdrukkelijk wordt vermeld.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Artikel 2 en amendementen nrs. 3 en 4

De amendementen nrs. 3 en 4 strekken ertoe de artikelen 8 en 11 van het koninklijk besluit van 15 mei 2022 te wijzigen.

Die artikelen 8 en 11 zijn echter wijzigingsbepalingen die ertoe strekken respectievelijk artikel 1, § 1, van het koninklijk besluit van 17 augustus 2007 en artikel 1 van het koninklijk besluit van 4 mei 2016 te wijzigen.

Die wijzigingsbepalingen zijn in werking getreden op 1 juli 2022, overeenkomstig artikel 17, eerste lid, van het koninklijk besluit van 15 mei 2022.[4]

Ze zijn dus uitgewerkt sedert die datum.

De wijziging van die artikelen is dus doelloos.

[4] Dat artikel 17, eerste lid, bepaalt:
"Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand na afloop van een termijn van tien dagen te rekenen van de dag volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*."
Het koninklijk besluit van 15 mei 2022 is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 17 juni 2022.

‡LW-AHHXNCDAA-HDFECMR‡

De enige bepalingen die in voorkomend geval moeten worden gewijzigd, zijn:

1° artikel 1, § 1, eerste lid, van het koninklijk besluit van 17 augustus 2007, vervangen bij het koninklijk besluit van 15 mei 2022;

2° artikel 1 van het koninklijk besluit van 4 mei 2016, vervangen bij het koninklijk besluit van 15 mei 2022;

3° artikel 1 van het koninklijk besluit van 15 mei 2022.

Bijgevolg

1° zou het opschrift van de voorgestelde wet als volgt moeten luiden:

"Wet tot wijziging van het koninklijk besluit van 17 augustus 2007 tot oprichting van het Auditcomite voor de Federale Overheid (ACFO), van het koninklijk besluit van 4 mei 2016 tot oprichting van de Federale Interneauditdienst, en van het koninklijk besluit van 15 mei 2022 betreffende de organisatiebeheersing binnen sommige diensten van de federale uitvoerende macht, en tot wijziging van de koninklijk besluiten van 4 mei 2016 tot oprichting van de Federale Interneauditdienst en van 17 augustus 2007 tot oprichting van het Auditcomité van de Federale Overheid".

2° moet artikel 2 van het voorstel worden herzien, zodat daarin "artikel 1, § 1, eerste lid, van het koninklijk besluit van 17 augustus 2007 tot oprichting van het Auditcomité van de Federale Overheid (ACFO), vervangen bij het koninklijk besluit van 15 mei 2022" wordt vermeld, en niet "artikel 1, § 1, eerste lid, van het koninklijk besluit van 17 augustus 2007 tot oprichting van het Auditcomité van de Federale Overheid (ACFO), laatstelijk gewijzigd door het koninklijk besluit van 15 november 2021";

3° moet artikel 2/1, zoals dat volgt uit amendement nr. 3, worden weggelaten;

4° moet artikel 2/2, zoals dat volgt uit amendement nr. 4, betrekking hebben op de wijziging van artikel 1 van het koninklijk besluit van 4 mei 2016, vervangen bij het koninklijk besluit van 15 mei 2022, en niet op de wijziging van artikel 11 van het koninklijk besluit van 15 mei 2022.

Artikel 3

Aangezien de instellingen waartoe de werkingssfeer van het koninklijk besluit van 17 augustus 2007 wordt uitgebreid, slechts instellingen kunnen zijn die onderworpen zijn aan de wet van 22 mei 2003, die niet over een interne-auditdienst beschikken en die bovendien geen diensten zijn als bedoeld in de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet, is het de afdeling Wetgeving niet duidelijk welk nut de machtiging kan hebben die vervat is in artikel 3 van het voorstel, voor zover die betrekking heeft op het ontworpen onderdeel 9° zoals dat in artikel 2 van het voorstel staat.

‡LW-AHHXNCDAA-HDFECMR‡

Artikel 4 en amendement nr. 5

In het voorstel, dat dateert van 3 maart 2022, bepaalt artikel 4, tweede lid, dat de wet in werking treedt op 1 januari 2023. De amendementen dateren op hun beurt van 29 maart 2023; amendement nr. 5 bepaalt dat de wet in werking treedt op 1 juni 2023, maar verleent de Koning de machtiging om "bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, een datum van inwerkingtreding [te] bepalen voorafgaand aan de datum vermeld in het eerste lid".

Het lijkt niet de bedoeling te zijn van de indieners van het wetsvoorstel en van de amendementen om de voorgestelde bepalingen terugwerkende kracht te verlenen. De afdeling Wetgeving ziet overigens niet in hoe de – eventueel geamendeerde – voorgestelde wet, gelet op de strekking ervan, concreet ten uitvoer zou kunnen worden gelegd met terugwerkende kracht.

De regels in verband met de inwerkingtreding van de voorgestelde wet moeten dan ook zo worden aangepast dat die wet geen terugwerkende kracht kan worden verleend.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE Martine BAGUET

‡LW-AHHXNCDAA-HDFECMR‡